

Les CDC de la Montérégie-Est

(Document en vue de la consultation régionale sur le plan gouvernemental de lutte à la pauvreté)

Rendez-vous de la solidarité 28 septembre 2009

Nos principales préoccupations régionales

- ⇒ L'assurance d'un revenu minimum garanti : le revenu étant le 1^e déterminant de la santé, nous croyons impératif que l'ensemble mesures (de formations, d'intégration) et programmes (aide de derniers recours) assurent un revenu décent aux personnes qui en bénéficient;
- ⇒ Harmonisation des territoires administratifs : les multiples découpages administratifs compliquent l'accès aux services, multiplient les instances de concertation et divisent les acteurs susceptibles de lutter contre la pauvreté.

Inadéquation besoins vs moyens

- ⇒ Des mesures et des programmes souples et modelables aux réalités locales;
- ⇒ Évaluation des projets avec données qualitatives : indicateurs de rentabilité sociale
- ⇒ La pauvreté est dynamique, pas statique : les programmes doivent s'adapter à elle, pas le contraire.

Connaissances des besoins des collectivités et des moyens inexistants

- ⇒ Les acteurs locaux, tel que les CDC, doivent obtenir les moyens de dresser des portraits locaux de leur collectivité;
- ⇒ Le milieu doit avoir les moyens pour se faire un portrait intégré qui pourra être mis à jour régulièrement (vieille sociologie);
- ⇒ Consulter, intégrer les personnes en situation précaire dans toutes les étapes du processus : de l'étude des besoins à l'évaluation des mesures et des programmes.

Conjugaison du développement social et du développement économique

- ⇒ Faire la promotion de l'entreprise socio-responsable :
 - Conditions de travail qui n'engendrent pas de pauvreté/précarité;
 - Employeurs ayant à cœur la réussite scolaire des étudiants qu'ils embauchent;
 - Entreprises qui respectent les principes du développement durable;
 - Réinvestissement dans la communauté (ex. : 1% des bénéfices);
 - Souci d'achat local
- ⇒ Promotion de l'économie sociale : augmentation de l'enveloppe dédiée à l'économie sociale, promotion de l'économie sociale, soutien aux entreprises d'économie sociale jusqu'à rentabilité.

Gouvernance

- ⇒ Prendre le temps de développer un langage, des objectifs, une compréhension et des valeurs communes;
- ⇒ Respect des compétences, des expériences de chacun des acteurs;
- ⇒ Développement des programmes et des mesures du local vers le national;
- ⇒ «intégré», c'est bon pour le national aussi.

Financement de la mobilisation et des projets

- ⇒ Les investissements de différentes sources gouvernementales en matière de lutte à la pauvreté doivent être regroupés dans une même enveloppe : «caisse commune»;
- ⇒ Toute mobilisation intersectorielle doit être soutenue financièrement lorsqu'elle regroupe les principaux acteurs locaux;
- ⇒ Le financement à la mission globale, plutôt que par projets, des organismes communautaires permet d'assurer des actions efficaces qui durent dans le temps, qui répondent aux besoins réels des populations vulnérables.